**L'IXEME COLLOQUE DU RESEAU INTERNATIONAL DE
L'ANIMATION (RIA) SUR LES DEFIS ET ENJEUX DES
TERRITOIRES POUR L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE**

Lausanne du 4-6 Novembre 2019

La sous-utilisation des compétences des animateurs socio-culturels dans l'administration publique camerounaise, du fait de nombreux cloisonnements

Par

Sonia MILONG

Conseiller Principal de Jeunesse et d'Animation
Cadre au Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
(Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes Régional
du Centre-Yaoundé /Mimboman)

L'administration publique camerounaise est organisée en corps, cadres, grades et catégories. L'article 4(2)¹ dispose que « *tout fonctionnaire peut changer de poste de travail au sein d'une ou de plusieurs administrations* ». Ce changement qui constitue la mobilité professionnelle peut être vertical ou horizontal. Si la mobilité verticale qui porte sur les avancements et promotions se fait à l'intérieur du même corps ou de la même unité administrative, elle est différente de la mobilité horizontale qui est mutation, disponibilité et détachement. Articles 58 et 84 du Statut Général de la Fonction Publique. Le fonctionnaire peut être amené au cours de sa carrière à changer de service ou d'administration pour des nécessités de service ou pour des raisons de convenance personnelle. Le fonctionnaire quitte tout simplement un service pour un autre (mutation), une administration pour une autre (détachement).

Cette disposition réglementaire est d'une importance capitale car la mobilité favorise les échanges relationnels interpersonnels entre fonctionnaires de divers services et elle permet à ceux-ci d'acquérir une vision globale du fonctionnement de l'administration. Par ailleurs la mobilité encourage les agents à s'enrichir de nouvelles compétences à devenir plus polyvalent (Duvellier, 2000). Cependant, dans l'administration publique camerounaise les règles de jeu existent à travers des textes et des procédures formelles, bien que les pratiques au quotidien mettent en évidence l'écart entre la règle de droit et son application. L'administration se gère à plusieurs vitesses créant des fractures sociales potentiellement explosives (Ngambo, 2000).

L'une des conséquences est que la politique de mobilité au sein des administrations publiques rencontre beaucoup de résistance quant à sa mise en œuvre. L'un des principaux obstacles à la mobilité réside dans la diversité et le cloisonnement des statuts juridiques particuliers. Quelque fois, elle est souvent considérée comme suspecte dans la mesure où elle est le plus souvent associée à un acte de sanction à l'égard du fonctionnaire (Duvellier, 2000).

Ces cloisonnements dans l'administration publique renvoient à la théorie du champ social du sociologue français, Pierre Bourdieu. Il décrit le champ comme un microcosme social relativement autonome à l'intérieur du macrocosme social. Chaque champ (politique, religieux, médical, journalistique, universitaire, juridique, footballistique...) est régi par des règles qui lui sont propres et se caractérise par la poursuite d'une fin spécifique (Bourdieu, 2001). L'administration est donc segmentée en micro-champs sociaux, et chacun de ceux-ci

¹ DECRET N° 94/199 DU 07 OCTOBRE 1994 Portant statut général de la Fonction Publique de l'Etat.

revendique sa propre autonomie tout en organisant une lutte de positionnement en son sein. D'une décennie à l'autre, ces cloisonnements se reproduisent, fermant les territoires entiers aux compétences venues d'ailleurs.

Cette situation embarrasse et entretient la méconnaissance du corps de jeunesse et d'animation dans la fonction publique camerounaise. En effet, les fonctionnaires de ce corps, dont les compétences acquises au cours d'une longue et enrichissante formation leur confère une certaine transversalité en termes de savoir-faire, savoirs-être et savoirs nécessaires à l'épanouissement des individus et/ou des groupes est sérieusement mise en mal du fait de ces multiples cloisonnements.

Si le code de déontologie des agents publics relevant des secteurs de la jeunesse et de l'animation, de l'administration du travail et des affaires sociales le définit comme un « *Fonctionnaire du secteur social travaillant avec les jeunes, les groupes et les organisations gouvernementales et non gouvernementales qu'il crée et/ou encadre à l'aide des méthodes fondées sur le savoir vivre, le savoir-faire, le savoir être qui le présentent comme l'acteur et le régulateur de la performance humaine. Il peut s'agir soit d'un Conseiller Principal de la Jeunesse et de l'Animation, d'un Conseiller de la Jeunesse et de l'Animation, d'un Instructeur Principal de la Jeunesse et de l'Animation, d'un Instructeur de la Jeunesse et de l'Animation, d'un Animateur social* » ; dans les faits, ces cadres ont pour administration d'origine celui de la Jeunesse et de l'Education Civique où leurs missions se résument à l'éducation civique de l'ensemble des populations et l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Ce qui pose deux problèmes majeurs.

D'une part leur objet de travail principal qui est la jeunesse se trouve engloutit dans d'autres administrations ayant en charge des questions d'éducation, de santé, des affaires sociales, de la promotion de la femme et de la famille, du sport, de la culture, , du tourisme et bien d'autres rendant de ce fait cet objet difficile d'accès et rétrécit leur champ d'action à la jeunesse extra-scolaire² et d'autres part leurs compétences d'animation socio-culturelle ne sont pas totalement explorées car le volet « **animation** » entendu comme processus d'accompagnement des populations vers un mieux-être est mis en minorité voire inexploité.

² Une jeunesse dont les frontières ne sont pas toujours clairement définies, et aussi on ne sait pas toujours si c'est l'extra scolarité de la jeunesse qui est mise en exergue ou les activités tant il est vrai que le cadre de jeunesse est aussi appelé à intervenir en milieu scolaire.

Mais comment comprendre ce confinement de cadres aux compétences pluridisciplinaires dont l'expertise avérée permettrait de trouver des réponses idoines à certains problèmes qui se posent avec acuité dans notre société aujourd'hui ? N'est -t-il pas indiqué de permettre à l'animateur socioculturel de faire vivre la société entière en se déployant au-delà de la jeunesse extra-scolaire ? Il est question dans le cadre de cette présentation de parler du sous-champ de l'animation socioculturelle comme d'un champ social de production autonome disposant des sous-champs hors du territoire à lui dédié par l'Etat. Cette ambition certes légitime qui est un hymne contre les cloisonnements artificiels pousse au questionnement suivant : **de quelle compétence se prévalent les animateurs socioculturels pour briser ces frontières qui se reproduisent sans cesse et qui disqualifient un corps de métiers au point de le marginaliser socialement et professionnellement ? Ou, mieux, quels arguments techniques et professionnels disposeraient les animateurs socioculturels pour exiger des visas d'accès à des territoires pas réellement étrangers pour eux ?**

Hypothèse générale

En se basant sur la théorie de l'individualisme méthodologique qui est une démarche explicative selon laquelle rendre compte d'un phénomène collectif (macroscopique) consiste à l'analyser comme la résultante d'un ensemble d'actions, de croyances ou d'attitudes individuelles³. Elle se définit par trois postulats : le premier étant que tout phénomène social résulte de la combinaison d'actions, de croyances, ou d'attitudes individuelles (individualisme), le deuxième qui est celui de la compréhension indique que « comprendre » les actions et attitudes de l'acteur individuel c'est en reconstruire le sens qu'elles ont pour lui. Le troisième quant à lui pose que l'acteur adhère à une croyance ou entreprend une action parce qu'elle fait sens pour lui, en d'autres termes, que la cause principale des actions, croyances etc. du sujet réside dans le sens qu'il leur donne, plus précisément dans les raisons qu'il a de les adopter (la rationalité) (Boudon, 2004). L'on peut regarder un corps de métiers comme un acteur marginal développant des stratégies propres afin d'atteindre ses objectifs. L'une des stratégies développée par ce corps de métiers et qui le rend éligible à une multitude de visas d'entrée à d'autres territoires est sa formation intellectuelle et professionnelle tout en lui conférant une position unique dans le champ social.

³ www.universalis.fr/encyclopédie/individualisme-méthodologique/

Hypothèse spécifique 1 : les curricula de formation à l'INJS confèrent une légitimité certaine aux animateurs socioculturels et leur donnent des arguments intellectuels et techniques nécessaires à la conquête de plusieurs territoires différents.

Hypothèses spécifique 3 : Les organigrammes des ministères mettent en évidence des domaines, dans lesquels certaines compétences, habiletés et aptitudes des animateurs socio-culturels sont convoquées.

Hypothèse spécifique 2 : tous les observateurs de la société camerounaise sont d'avis que le pays se porte mal et il n'y a qu'à compter les initiatives prises par les pouvoirs publics dans le but d'assainir la société pour s'en convaincre. On comprend dès lors qu'il y a urgence à réanimer la société, voire tous les secteurs d'activité. Qui d'autre mieux que l'animateur socioculturel peut le faire ?

Cadre méthodologique

Cette présentation s'appuie sur trois théories sociologiques fondamentales. Il s'agit : de la théorie des champs sociaux pour mieux cerner les enjeux et les défis des territoires professionnels en Afrique en général et au Cameroun en particulier ; de la théorie de la disqualification sociale qui aide à comprendre les enjeux de positionnement dans le champ social ; et enfin la théorie de l'individualisme méthodologique qui permet de lire et de comprendre les stratégies spécifiques des acteurs sociaux.

Technique de collecte des données

En ce qui est de la méthode de collecte ou des techniques de collecte, elles reposeront sur l'observation documentaire encore appelée analyse documentaire. Il sera question de collecter les données à l'INJS en ce qui concerne les curricula de formation et d'analyser ces contenus qui confèrent des compétences transversales aux animateurs.

Cette brève présentation n'est qu'un aperçu de ce qui peut être dit ou être fait. Elle devrait s'enrichir d'autres éléments nouveaux en fonction des contingences du colloque. C'est dire que le cadre théorique peut être plus élargi en prenant en compte l'opérationnalisation des théories de base sur les cloisonnements et la conquête des territoires.

La cible de cette présentation

Elle s'adresse aux participants du colloque pour partager l'expérience camerounaise, mais principalement aux fonctionnaires ressortissant des autres pays qui pourraient faire face à ce type de cloisonnement dans leur déploiement au quotidien. Et aussi aux décideurs de l'administration publique camerounaise, aux animateurs qui n'ont pas le même niveau de compréhension de ce métier et à toute la communauté camerounaise qui ne comprend pas toujours le rôle de l'animateur socio-culturel dans la société.

La présente présentation va s'articuler sur trois principaux points conformément aux hypothèses formulées plus haut à savoir l'analyse des curricula de formation de l'INJS (I), l'analyse de quelques organigrammes de ministères (II) et L'animation socio-culturelle comme élément de réponse à quelques défis de la société camerounaise actuelle (III).

I. Analyse des curricula de formation des cadres de Jeunesse à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)

Le souhait au départ avait été d'étudier les différents curricula depuis au moins une vingtaine d'années pour comprendre comment ils se sont adaptés aux problématiques sociales de chaque époque, mais les contingences liées à l'archivage des documents ne l'ont pas permis. Pour l'efficacité du projet, il est indispensable de se situer sur la période allant de 2000 à 2014. Le récent petit aménagement sur les curricula que l'on observe depuis une année porte davantage sur les soucis de sémantique, d'arrimage au système LMD et non sur les contenus.

Les curricula présentés portent sur le cycle de formation des conseillers principaux de jeunesse et d'animation. Cette formation s'étale sur trois années ans. Elle est ouverte aux titulaires d'une licence de l'enseignement supérieur et à ceux de conseiller de jeunesse disposant d'une expérience d'au moins cinq ans sur le terrain. La formation ici repose sur deux piliers fondamentaux à savoir : les éléments de connaissances fondamentales et les éléments de connaissances transversales. Mais pour la clarté de l'exposé nous parlerons des éléments de formation académiques ou fondamentales et les éléments de formation professionnelle tels que présentés dans les différents tableaux (I.1). Par la suite, nous procéderons à une analyse des contenus de certaines disciplines phares (I.2).

I.1 Présentation des éléments de formation

I.1.1 Niveau I : Sciences et Techniques de l'Animation (STA)

Connaissances fondamentales 1	Heures	Connaissances professionnelles	Heures
Sociologie générale	30	Récréologie	50
Sciences de l'éducation	45	Ingénierie de l'animation	50

Psychologie générale	30	Ingénierie de la formation	45
Introduction au droit	15	Animation culturelle : musique	30
Economie générale	30	Animation culturelle : danse	15
Anthropologie	30	Andragogie	45
Education à la citoyenneté	30	Alphabétisation fonctionnelle	45
Droit des associations	30	Entrepreneuriat	45
Droit Constitutionnel	30	Technologie éducationnelle	30
Sociologie de la jeunesse	45	Pratique professionnelle	40
Psychologie sociale	30	Animation culturelle : Théâtre	30
		Animation culturelle : Arts	30

Source : Curricula de formation INJS

I.1.2 Niveau II : Sciences et Techniques de l'Animation (STA)

Connaissances fondamentales II	Heures	Connaissances professionnelles	Heures
Sociologie Urbaine	40	Alphabétisation fonctionnelle	40
Economie du développement	40	Pratique professionnelle	40
Psychologie de l'adolescent	40	Animation Culturelle : Théâtre	30
Organisation et fonctionnement des institutions en charge de la jeunesse	30	Animation culturelle : Art plastique	30
Déontologie administrative	15	Ingénierie de la formation	40

Environnement et développement durable	15	Ingénierie du développement local	40
Initiation au management	15	Gestion des projets	40
Sociologie rurale	40	Pratique professionnelle	40
Gestion de projets	40	Animation culturelle : musique	30
Droits des sociétés	30	Animation culturelle : danse	30
Protection juridique de la jeunesse vulnérable	30	Ethique professionnelle	30

Source : Curricula de formation INJS

I.1.3 Niveau II : Sciences et Techniques de l'Animation (STA)

Connaissances fondamentales 3	Heures	Connaissances professionnelles	Heures
Economie des organisations	30	Pratique professionnelle	40
Démographie	15	Animation culturelle : Théâtre	30
Droit administratif	15	Animation culturelle : Art plastique	30
Législation du travail	30	Animation culturelle : musique	30
Rédaction administrative	15	Animation culturelle : danse	15
Psychologie des organisations	30	Ethique professionnelle	15
Suivi et évaluation des projets	50	Marketing et ingénierie des évènements culturels	50
Sociologie du travail et de l'emploi	30		

Droit de la décentralisation	30		
Système de fonctionnement des CTD	30		
Législation financière	15		

Source : Curricula de formation INJS

Tel est le visage qu'offrent les curricula de formation des animateurs socio-culturels à l'INJS. Il convient de relever que certaines unités de formation telles que le sport, l'informatique n'ont pas été prises en compte, elles n'influenceraient aucunement la formation d'un animateur socio-culture.

Il ressort de ces différents tableaux qu'au niveau I, STA I, le cumul horaire des matières fondamentales est de 315 heures de cours, tandis que les matières professionnelles en comptent 440. Au niveau II, la tendance est inversée avec 295 heures de notions fondamentales et 250 pour les matières professionnelles. Le même intérêt pour les matières fondamentales est maintenu en troisième année avec 320 heures, contre 270 heures pour l'aspect professionnel. On constate dès lors, le vif intérêt de l'institution de ne pas enclaver l'animateur socio-culturel au simple rôle d'animateur mais de former un acteur en phase avec la société globale. L'analyse relativement poussée de certaines disciplines phares le montre à suffisance.

I.2 L'analyse des disciplines phares

Des tableaux ci-dessus, émergent des disciplines fondamentales (1.2.1) et des disciplines professionnelles ou techniques (1.2.2).

I.2.1 Des disciplines fondamentales

- **La sociologie** : l'on dit qu'elle étudie les faits sociaux. Elle est surtout la science qui donne les outils intellectuels qui permettent de comprendre la société dans son organisation et aussi dans ses différentes mutations. L'animateur socio-culturel qui étudie la sociologie a l'avantage de cerner l'organisation sociale des communautés, de cerner les valeurs qui les fondent, les normes qui les régissent et les symboles et les modèles sociaux qui les pérennisent. Dans la sociologie urbaine et rurale, il comprend

les mentalités urbaines, rurales, les mutations urbaines et les permanences sans lesquelles il n'y a pas de développement possible.

- **La psychologie** : qu'elle soit générale, sociale ou celle des organisations, elle permet d'acquiescer la clé pour cerner les comportements d'un individu en situation. Cet individu en situation n'est pas seulement le jeune de la ville ou de la campagne, il est aussi ce jeune militaire, infirmier, enseignant, prêtre conseiller municipal, agriculteur, éleveur, fonctionnaire député, prisonnier etc. Les armes symboliques de compréhension de la société, de ses mutations et de comportements des acteurs n'ont pas de territoires spécifiques. Elles sont opérationnelles au sein des différents espaces.
- **Le droit et l'économie** : pour permettre à l'animateur de se rendre à l'évidence de ce qu'il est appelé à se déployer au sein d'une société normée, une société qui se produit elle-même et qui s'active sur le plan économique. L'animateur doit être capable d'accompagner les initiatives économiques en fondant son action sur les lois et règlements qui régissent la société.
- **L'anthropologie** :

L'autre paramètre important reste la perspective des disciplines techniques qui offrent aussi une certaine transversalité.

I.2.2 Des disciplines techniques

Les disciplines les plus importantes sont les suivantes : l'ingénierie de l'animation, l'ingénierie de la formation, la technologie éducationnelle et l'alphabétisation fonctionnelle, l'andragogie, l'ingénierie du développement local et la pratique professionnelle.

- **L'ingénierie de l'animation** : qui présente sa démarche et sa raison d'être qui est celle de donner une âme à une société, en gérant les tensions entre les processus de massification et d'individuation, en assurant une mobilité entre le sommet et la base de la hiérarchie sociale et en promeuvent des interactions entre les polarités comme la décision et l'usage, le sectoriel et le global le formel et l'informel etc. L'animation se retrouverait à différents étages de la structure depuis la proximité vicinale jusqu'au gouvernement de la cité, Vulbeau (2015).
- **L'ingénierie de la formation** : comprise comme l'ensemble des démarches méthodiques et cohérentes mises en œuvre dans la conception d'actions ou de dispositifs de formation afin d'atteindre l'objectif visé par une formation ;

- **La technologie éducationnelle** : qui renvoie à l'ensemble de connaissances d'application et de dispositifs qui permettent l'application d'outils technologiques dans le domaine de l'éducation. Ou encore un ensemble de moyens permettant de résoudre les problèmes éducatifs par l'utilisation des technologies afin de faciliter les processus d'apprentissage ;
- **L'alphabétisation fonctionnelle** ; qui revient à partir du vécu quotidien de l'adulte⁴ ou encore la prise en considération de ses caractéristiques propres pour l'amener à savoir lire, écrire et compter. Ceci veut dire qu'au contact d'un éleveur, le but de l'animateur sera de partir des réalités relatives à l'élevage en vue de l'aider à accéder à acquérir des compétences en la lecture, écriture et comptabilité.
- **L'animation culturelle** : qui donne à l'animateur socio-culturel de nombreux outils pour mener ses activités de sensibilisation ou encore pour promouvoir le loisir sain et éducatif ;
- **L'ingénierie du développement local** ; pour influencer, définir, conduire, accompagner et évaluer une stratégie de développement local.
- **L'entrepreneuriat** : qui donne des outils nécessaires à la promotion de l'auto-emploi et à la gestion des activités génératrices de revenus ;
- **La pratique professionnelle** : qui permet de mettre le futur cadre en situation de travail. D'explorer les différentes techniques d'animation les causeries éducatives, les conférences, les colloques, les réunions dont devra se servir l'animateur pour sensibiliser, éduquer, conscientiser, réarmer etc. les populations dans différents domaines de leur quotidien. Il est question de parcourir les différentes situations professionnelles possibles à travers des pédagogies pratiques, des stages d'imprégnation, des démonstrations, etc.

Au regard de ce qui précède, en se tenant sur les divers contenus, on se rend à l'évidence que l'animateur socio-culturel dispose d'un ensemble de connaissances transversales. L'ingénierie de la formation, la technologie éducationnelle, et l'alphabétisation fonctionnelle offrent autant de langages qui permettent de se faire entendre dans plusieurs territoires de l'administration publique camerounaise. Une exploration sommaire de quelques organigrammes de ministères le démontre.

II. Analyse de quelques organigrammes de ministères

⁴ L'adulte étant considéré ici au sens andragogique, et non juste au sens légal qui porte sur la majorité civile.

Le découpage territorial au Cameroun échappe à toute idée de neutralité, il obéit à une construction des territoires savamment menée par les autorités. De l'arrondissement à la région en passant par le département, il existe une certaine cohérence que seuls les développeurs peuvent expliquer. D'un arrondissement à un autre, il existe une définition stricte des limites territoriales, un décret présidentiel en fixe les limites. Dans un pays où on confond encore unité administrative et unité de développement⁵, les territoires marquent l'espace de domination d'une autorité administrative nommée dans le but de régenter les populations et d'imposer la volonté de ceux qui l'ont promue. Sa domination s'exerce alors sur un espace dont il n'est pas conseillé d'enfreindre les bornes.

Au Cameroun, cette logique de territoire est prégnante, elle a dépassé l'administration des territoires dans le cadre de l'administration territoriale pour s'inviter dans la logique gouvernementale, tenez, on parle d'un département ministériel, ce terme n'a rien d'innocent, il recouvre une réelle volonté d'accorder à chaque ministère, voire à chaque département ministériel, un espace de compétence et d'autorité bien défini. Le responsable d'un département ministériel défend son espace de compétence, il établit une domination et dispose d'un pâturage sur lequel il exerce sa domination. Un commentaire tiré du net parlant du ministère de la décentralisation dit : « La décision du ministre s'inscrit en droite ligne de la directive du premier ministre adressée aux autres membres du gouvernement, lors du conseil de cabinet du 28 août 2018. Philémon Yang invitait ainsi les ministres en charge du secteur de l'éducation de stopper la migration des enseignants dans d'autres départements ministériels. »⁶. Ces propos au-delà des usages et des commentaires qu'on peut en faire dénote de la réelle volonté des autorités de construire des territoires infranchissables dans le but de freiner toute velléité de migration d'un territoire de compétence à un autre. Mais c'est sans compter avec la pluridisciplinarité de l'animation socio-culturelle qui lui donne le droit de cité dans différents ministères, si ce n'est tout tant il est vrai que l'animation accompagne toutes les dynamiques humaines. Pour des besoins d'exposés nous allons choisir trois ministères à savoir Ministère de L'éducation de base (II.1), de l'emploi et de la formation professionnelle (II.2) ou encore de la décentralisation et du développement local(II.3).

⁵ Ndjou'ou Akono (2018) fait la différence entre une unité administrative telle qu'on la connaît dans la politique administrative héritée de la colonisation française, avec à sa tête une autorité administrative toute puissante, s'imposant et spoliant les populations et une unité de développement qui n'a aucun ancrage administratif mais au sein duquel est mis en œuvre un certain nombre de dynamiques de développement en vue de participer à l'émancipation des populations. Contributions du RECOLIC au grand dialogue national.

⁶ <https://www.lebledparle.com/societe/1104981-cameroun-le-nouveau-ministre-de-la-decentralisation-refuse-de-recruter-les-enseignants-dans-les-effectifs-de-son-departement-ministeriel>

II.1 Apport de l'animation socio-culturelle au Ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB)

Le territoire symbolique de l'animation peut s'étendre au-delà des limites fixées par les autorités en charge de la construction des frontières, tracés qui n'ont parfois aucune prise avec la réalité. Au MINEDUB, l'organigramme dit : « *le ministère de l'éducation de base est chargé de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement maternel et primaire - de la conception et de la détermination des programmes d'enseignement et du contrôle de leur mise en œuvre des études et de la recherche sur des méthodes les plus appropriées pour l'éducation de base de l'élaboration des principes de gestion et d'évaluation des établissements de ce niveau d'enseignement de la formation morale, civique et intellectuelle des enfants en âge scolaire, en liaison avec le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique de la conception et de la diffusion des normes, règles et procédures d'évaluation des apprenants de la lutte contre l'analphabétisme ...* ».

Ici, l'organigramme a le mérite de reconnaître l'apport des cadres de jeunesse et d'animation dans le champ éducatif des enfants à la base. Cependant la réalité est tout autre, l'animateur socio-culturel qui voudra bien proposer son expertise dans ce ministère se verra refouler pour des raisons d'appartenance à une administration plutôt qu'à l'autre. On peut à cet effet entendre ci et là ; « *on nous a pris l'alphabétisation fonctionnelle* » ou encore « *on nous a pris le tourisme* » D'ailleurs dans la répartition des stratégies sectorielles le Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique n'appartient pas au secteur de l'éducation. Les pratiques quotidiennes piétinent cette autre disposition réglementaire. Situation similaire au Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle.

II.2.2 Apport de l'animation socio-culturelle au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP)

Le MINEFOP n'est pas en reste, il a été taillé à la mesure de l'animateur socioculturel, on peut même soupçonner ce dernier d'en avoir conçu l'organigramme. Les cinq piliers de cet organigramme cadrent avec la formation de l'animateur, à savoir : l'élaboration de la politique d'emploi, la défense et la promotion de l'emploi, la conception et l'organisation des activités des formations professionnelles rapides, l'organisation et le suivi de l'insertion professionnel des jeunes formés, l'organisation des activités de recyclage ou de requalification pour les travailleurs ayant perdu leur emploi.

Qu'y a-t-il de si extraordinaire au point de disqualifier l'animateur socioculturel ? L'animateur socioculturel, de par son travail de tous les jours s'active à promouvoir une jeunesse entreprenante et à lui donner les leviers lui permettant d'avoir accès à un emploi décent. Il n'y a qu'à visiter les centres multifonctionnels de promotion des jeunes pour s'en convaincre. Ces centres sont qualifiés à l'élaboration d'une politique de l'emploi, et les apprenants sont formés en rapport avec celle-ci, ils défendent et promeuvent l'emploi à travers une bonne formation ; ils conçoivent un ensemble d'activités de formations professionnelles rapides ; ils suivent et insèrent les jeunes, c'est pour cela que l'animateur socioculturel est formé. Pourquoi lui refuser l'accès à ce territoire?

Le choix porté sur le troisième ministère est crucial, parce que c'est la directive du PM relative à l'exclusion des fonctionnaires du secteur éducatif et par ricochet les animateurs socio-culturels qui a suscité notre intérêt à questionner ces cloisonnements administratifs.

II.2.3 Apport de l'animation socio-culturelle au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

Ce département ministériel dispose d'un territoire, son organigramme spécifique en détermine les limites. Son texte organique dispose que le ministère de la décentralisation et du développement local est responsable de l'élaboration, du suivi, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de décentralisation ; ainsi que de la promotion du développement local. A ce titre, il est chargé : dans le domaine de la décentralisation : de l'élaboration de la législation et de la réglementation relatives à l'organisation et au fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées... Dans le domaine du développement local, de la promotion du développement socio-économique des Collectivités Territoriales Décentralisées ; de la promotion de la bonne gouvernance au sein des Collectivités Territoriales Décentralisées.

Le problème de la décentralisation, c'est-à-dire de la construction des espaces de prise de parole à travers des unités de base, ainsi que de la construction des dynamiques sociales et économiques est une préoccupation fondamentale du gouvernement. Parmi les quelques points prescrits par le président de la république comme priorité du grand dialogue national, figure celui relatif à la décentralisation et au développement local. Cette inscription parmi les priorités signifie que cette thématique est encore à peser. Qui donc, mieux que l'animateur socioculturel peut le faire ? Dans les curricula de formation des conseillers principaux de jeunesse et d'animation, la décentralisation et le développement local y occupent une place

importante. Près de cent heures d'enseignement leur est accordées. Plus important encore l'orientation donnée à ce territoire spécifique relatif à la promotion du développement socio-économique au sein des CTD.

Lorsqu'on parle de développement local, on fait allusion à des acteurs nouveaux, à la résurrection des exclus d'hier, à la rétrocession de l'initiative historique aux sans-voix. Dès qu'on perçoit le développement local comme tel, il est important de faire la différence entre deux types de pouvoir : le pouvoir politique et le pouvoir social, Ndjou'ou AKono (2018)

Le pouvoir social selon l'auteur est constitué d'un ensemble d'aptitudes, d'habiletés et de capacités dont dispose l'animateur socio-culturel. Cet acteur incontournable, cette pierre qu'ont rejetée les bâtisseurs est la principale de l'angle. L'auteur de l'ouvrage sus cité en fait un missionnaire du développement capable de penser et de construire des dynamiques nécessaires à l'émergence d'un développement local à même de produire le développement.

Lorsqu'on parle de développement, on fait allusion à la mise sur pied d'un ensemble de dynamisme social, à l'organisation des populations à la base et à l'accompagnement de celles-ci. N'est-ce pas là le travail de l'animateur socioculturel, celui d'amener les populations à se fixer un cap et à les y accompagner ? Il faut donc dire qu'au vue de l'organigramme ci évoqué, le territoire de la décentralisation peut-être ouvert à l'animateur socioculturel, s'il n'en constitue pas d'ailleurs le premier champ d'expression.

On peut prendre plusieurs autres départements ministériels, on arrivera à la conclusion évidente qui veut que le confinement du cadre de jeunesse et d'animation soit une erreur et qu'il faille promouvoir une politique de décloisonnement qui permette la construction des points de passage entre les territoires pour ce corps particulier appelé à s'exprimer dans différents secteurs de l'administration publique, mieux encore de la vie dans société camerounaise.

III. L'animation socio-culturelle : solution à quelques défis de la société camerounaise actuelle

Les cloisonnements qui martyrisent les animateurs socio-culturels tout en les disqualifiant du processus de production de l'histoire et de la société sont situés ; ils ne sont pas neutre ils obéissent à une stratégie de perpétuation d'un ordre social marqué par la domination. Parlant de celle-ci, Bourdieu (1938) note ; « ... *L'ordre établi, avec ses rapports de domination, ses droits et ses passe-droits, ses privilèges et ses injustices se perpétuent en*

définitive et aussi facilement mis à part quelques accidents historiques et que les conditions d'existence les plus intolérables puissent si souvent apparaître comme acceptables et même naturelles ».

Les frontières établies entre les différentes administrations publiques n'ont rien de naturel, elles sont le produit d'un univers de lutte dont le but est de sacraliser un ordre colonial qui a voulu qu'il ait des castes supérieures et inférieures au sein d'un espace qui est pourtant appelé à produire un service public utile à tous les usagers. Une bonne analyse systémique aurait établi des interdépendances entre les différentes administrations. Il n'en est pas le cas, il s'agit plutôt d'ériger des frontières et des barrières douanières entre les administrations.

Dans ce contexte spécifique, l'animateur socio-éducatif encore une fois est réduit à un rôle de faire valoir au sein d'un espace public qui a pourtant besoin de son expertise : lorsque l'on observe la société camerounaise dans sa globalité, on se rend compte qu'elle est traversée par une multitude de crises qui sont autant de chantiers pour l'animateur socio-culturel à savoir : la crise dite anglophone (III.1), la crise de la famille (III.2), la crise liée à l'analphabétisme dans les zones les plus reculées du pays (III.3).

III.1 Apport de l'animation socio-culturelle à la crise dite « anglophone »

Depuis le début de cette crise qui dure désormais près de trois ans il y a eu une série d'acteurs qui s'y sont mobilisés sans un grand succès. L'administration territoriale, les forces dans toutes leurs composantes, la chefferie traditionnelle, et parfois la société civile. Mais à bien y regarder on se rend compte que ladite crise est d'abord une crise entre les signifiants et les signifiés. C'est-à-dire ceux qui se prévalent de leurs capacités à définir le sens et les autres. Il n'y a plus la même perception des choses. Là où les premiers voient l'ordre public, les autres croient déceler une volonté manifeste de les assujettir et de les dominer. De ce conflit des signifiants surgit un vrai conflit social et armé qui interpelle un autre acteur, l'animateur socio-culturel en tant que médiateur appelé à concilier les parties en conflit et reconstruire le lien social qui a été rompu. La tâche première de l'animateur socio-culturel n'est-elle pas de reconstruire le lien ? Il est autant qualifié, voire mieux qualifié que les autres acteurs pour donner vie à ce qui est mort. Il en va de même de la crise familiale.

III.2 Apport de l'animation socio-culturelle à la crise de la famille

Les observateurs avertis accusent la colonisation blanche d'avoir déstructuré les cultures autochtones. Ils le disent sans mesurer l'impact de cette déstructuration sur l'édifice social fondamental qu'est la famille. La rationalité marchande a eu raison d'elle, l'individualisme économique qui caractérise certains de ses membres en fait désormais une culture contreproductive, fragile, détruite. Les valeurs fondamentales qui faisaient la force sont devenues dans un univers marchand, des contre-valeurs. Cette force qui constituait une spécificité hors mesure s'en est allé : « s'il existe quelque part, une tanière pour mon âme, elle se trouve auprès de ces communautés d'Afrique, les Andes de l'isthme centraméricain, du Réconcavo de Bahia qui, au cours de mes errances m'ont accueilli, accepté, m'ont donné leur hospitalité, m'ont guéri ». (Ziegler, 1988).

Le sociologue suisse fait allusion à ces valeurs d'hospitalité, de réciprocité de complémentarité qui constituait la tanière des âmes errantes. Peut-on encore parler de la famille au Cameroun comme d'une tanière? Il n'y a qu'à y vivre pour comprendre que la solidarité qui en constituait le lien a disparu. Cette crise familiale est née d'une crise du statut social. On ne sait plus qui est qui. Après les années de crise marquées par les licenciements massifs, les pères ont perdu le pouvoir face à leurs enfants qui ont appris à se débrouiller pour survivre et parfois pour assurer la survie de toute la famille. Face à cette inversion des rôles les enfants se sont émancipés en usurpant le rôle d'acteurs centraux.

Cette description liée à la marchandisation du monde et à la crise économique disqualifie certains acteurs, elle ouvre désormais la frontière du Ministère de la Femme et de la Famille à d'autres acteurs capables d'apporter leurs expertises. L'animateur socio-culturel formé pour faire face à cette crise pour réarmer moralement et aussi pour reconstruire le lien social en accompagnant les différents acteurs à reconstruire le lien social voire familial sans lequel il n'y a pas de famille.

III.3 Apport de l'animation socio-culturelle dans la lutte contre l'analphabétisme

Il y a de cela quelques décennies, il existait au sein du Ministère de la Jeunesse une direction en charge des questions d'alphabétisation. Nul n'ignore que le développement d'un peuple dépend en grande partie des capacités et des aptitudes des différents acteurs. On ne peut prétendre parvenir au développement si les acteurs qui en portent la responsabilité ne disposent pas des atouts intellectuels et techniques leur permettant de répondre aux attentes de la société. Une direction de l'alphabétisation dans un contexte marqué par l'ignorance et la précarité avait pour mission fondamentale de lutter contre la marginalisation, voire contre

toutes les formes de disqualifications sociales. Un individu qui ne sait ni lire, ni écrire encore moins compter fait l'objet d'une disqualification certaine voire d'une marginalisation. Il s'agit lors d'un réel problème d'intégration. Alors, comment réintégrer les hommes et femmes que l'école blanche a laissés au bord de la route de la société et du bonheur ?

La lutte au sein de l'espace social n'est jamais une lutte rationnelle, les acteurs en lutte pour le contrôle de l'historicité c'est-à-dire du contrôle des allocations ne combattent pas toujours pour le bien-être des populations mais d'avantage pour des stratégies de domination et accumulation. Une direction qui passe d'un territoire à un autre ne l'est pas pour des raisons d'efficience mais beaucoup plus pour la gestion d'un certain nombre d'allocations qui favorisent l'accumulation ou l'enrichissement de certains réseaux sans vouloir juger la pertinence de certains dispositifs. Force est de reconnaître que l'alphabétisation fonctionnelle dont on fait allusion ne fait pas grand écho et que cette mise sous-scélé ne favorise pas l'épanouissement de certains acteurs sociaux.

Ces quelques crises sont à titre illustratif. De nombreux chantiers interpellent l'animateur socio-culturel au Cameroun aujourd'hui à l'instar : de l'augmentation de la violence en milieu scolaire, le non-respect de la réglementation, le repli identitaire, le désordre urbain, détournement des deniers publics, les conflits intergénérationnels, l'immigration clandestine, l'injustice sociale etc. toute chose qui permettrait de ressusciter le volet « **animation** », longtemps négligé.

Conclusion

Les cloisonnements qui s'effectuent dans l'administration camerounaise obstruant de ce fait la mobilité des cadres n'est pas de nature à favoriser leur épanouissement aussi bien personnel que professionnel. Si ceci est vrai pour tous les cadres de différents corps de métiers, ça l'est d'avantage pour le cadre de Jeunesse et d'animation. En effet, de par sa formation transversale et pluridisciplinaire, il est appelé à interagir dans différentes sphères de la vie en société. Ce qui fait de lui un acteur au centre de tous les dispositifs de développement, le disqualifier revient à exclure de la citoyenneté la clé de voûte ne requérant que des experts. De nombreux territoires de l'administration publique camerounaise lui sont donc prédestinés et l'Etat gagnerait à les mettre en avant afin d'en tirer pleinement profit.

Il n'est pas question de mener une bataille d'espace ou de territoires en voulant à tout prix reconquérir un socio-champ qui aurait échappé à l'animateur socio-culturel, il s'agit

d'avantage de la reconnaissance d'une expertise dans sa pluralité et sa globalité. Une administration qui se veut rationnelle doit permettre non seulement la perméabilité au niveau des territoires, mais aussi favoriser au mieux de construire des citoyennetés alternatives en fonction des compétences, ce qui remet au gout du jour l'épineux débat sur l'administration de carrière versus administration d'emploi.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Alain Vulbeau (2015), *la notion d'animation dans recherche sociale (1965-2015), entre philosophie, ingénierie et intervention, recherches sociale* 2015/2 (N°214), <https://www.cairn.info/revue-recherche-sociale-2015-2-page-53> htm.
2. Anne Cathérine Wagner, *Champ social* (en LIGNE), les 100 mots de la sociologie, consulté le 28 septembre 2019, URL :<http://journals.openedition.org/sociologie/3206>.
3. DECRET N° 94/199 DU 07 OCTOBRE 1994 Portant statut général de la Fonction Publique de l'Etat.
4. Jean Louis Ndjou'ou Akono, (2018) *l'exécutif communal à l'ère de la décentralisation : le temps des missionnaires du développement*, Paris, Edilivre
5. Jean Ziegler, (1998) *la victoire des vaincus, oppression et résistance culturelle*, Paris, Seuil.
6. Pierre Bourdieu (2001), *les règles de l'art*, Paris, Seuil.
7. Pierre Bourdieu (2001), *science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir.
8. Pierre Bourdieu, *la domination masculine*, Paris, Seuil 1938.
9. Pierre Vincent Ngambo Fondio, *l'administration publique camerounaise forces et faiblesses et perspectives*, Tanger Maroc, 22mai-2 juin 2000. Séminaire sur les activités de formation en éthique professionnelle pour les fonctionnaires d'aujourd'hui projet CD-ROM pour l'Afrique.
10. Raymond Boudon (2004), *Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique ?* Revue du MAUSS 2004/2 (N°24), <https://doi.org/10.3917/rdm.024.0281>.
11. Thibaut Duvellier (2000), *Administration du personnel ou gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique ?* Pyramides revue du centre d'Etudes et de recherches en adminsitration publique. <https://journals.openeditions.org/pyramides/558>.
12. www.universalis.fr/encyclopédie/individualisme-méthodologique/.